

Val-d'Or: l'Association des policiers provinciaux veut une enquête fédérale élargie

L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) est favorable à la mise sur pied d'une commission d'enquête fédérale élargie concernant les difficultés que vivent les communautés autochtones.

De passage à Val-d'Or lundi, le président de l'APPQ, Pierre Veilleux a soutenu que la crise engendrée par des allégations d'agressions sexuelles et de voies de fait sur des femmes autochtones par des policiers de la Sûreté du Québec «soulève avant tout un problème de société auprès des communautés autochtones qui vivent de grandes difficultés à l'échelle du pays.»

Il reconnaît d'une enquête approfondie doit être menée en lien avec les faits allégués, mais il croit que les policiers ne devraient pas être les seuls visés et estime que la problématique est nettement plus vaste.

«Il serait dommage que les policiers concernés ne deviennent que des boucs émissaires de problèmes qui surpassent largement leurs fonctions», a avancé M. Veilleux.

Le président de l'APPQ a mentionné que les enquêtes suivront leur cours.

«Respectons nos institutions chargées d'étudier et d'analyser le travail des policiers et concentrons-nous plutôt comme société à trouver des solutions viables pour des personnes vulnérables. À cet égard, nous sommes favorables à la tenue d'une commission pan canadienne chargée d'étudier cette problématique», a-t-il mentionné.

Lundi, des policiers de Val-d'Or ont par ailleurs lancé une pétition en ligne dans laquelle ils demandent des excuses publi-

ques de la part de la ministre de la Sécurité publique, Lise Thériault.

«Nous ne tolérons pas son comportement qui n'est pas digne de sa position. Nous ne tolérons pas qu'elle prenne parti contre nous devant tout le Québec et nous ne tolérons pas son manque d'impartialité dans une enquête toujours en cours. Est-il nécessaire de rappeler qu'il s'agit d'allégations et non pas d'accusations», lit-on dans la pétition.

Congé maladie pour protester

Au cours de la fin de semaine, les policiers du poste de Val-d'Or ont tous pris un congé de maladie pour protester contre la décision de suspendre les huit policiers faisant l'objet d'allégations. L'un de ces derniers a également déclaré au «Journal de Montréal» samedi qu'il n'avait jamais été question d'agressions sexuelles avant la diffusion de l'émission «Enquête» jeudi dernier, mais plutôt de voies de fait et de séquestration.

Dans l'émission, on pouvait voir trois femmes algonquines alléguant avoir été battues et agressées sexuellement par des policiers de la Sûreté du Québec à Val-d'Or. Le lendemain, la ministre Lise Thériault a déclaré avoir été choquée par ces révélations, au point de verser des larmes durant la conférence de presse.

L'enquête sur les événements a depuis été transférée au Service de police de la Ville de Montréal.